

C E N T R A L E

EDITORIAL

L'ADEFRO (Association pour le Développement des Echanges entre la France et la Roumanie) a été créée pour permettre l'enrichissement mutuel.

Les peintres, sculpteurs, romanciers, poètes, architectes, foisonnent en Roumanie. Nous avons beaucoup à apprendre d'eux car dans la souffrance et les privations qu'ils ont récemment connues, ils ont trouvé force morale et sursaut intellectuel. Leur exemple et leur génie nous interpellent parce qu'il n'est pas besoin de richesses matérielles pour les faire naître. A l'inverse, nos sociétés occidentales suréquipées, se débattant dans d'inextricables problèmes d'excédents, croulant sous l'information, manquent d'idéal. L'échange entre l'Europe Centrale et Orientale dont fait partie la Roumanie et nos pays doit permettre cette transfusion si nécessaire.

La France peut apporter des moyens de diffusion qui manquent aux Roumains pour divulguer leur art, pour faire circuler davantage les idées dans leur pays. Les Roumains peuvent nous apporter de nouvelles sources d'inspiration et une fraîcheur dans les rapports humains.

Litsu, peintre bucarestois, est venu avec ses oeuvres originales et sa soif de liberté. Nul doute qu'il nous apporte matière à réflexion et qu'il nous mobilise en faveur de la mutation de son pays. Il trouvera en France des solutions lui permettant de perfectionner sa technique ainsi que de nombreux amis qui se sont mobilisés pour le rencontrer et l'écouter.

L'ADEFRO se préoccupe aussi d'introduire les méthodes pédagogiques modernes dans les Instituts pour enfants et de restaurer des liens familiaux authentiques.

Nous en reparlerons...

Monique STOVEN

Bulletin de l'ADEFRO n°2
20, rue Charles Baudelaire 75012 PARIS
Avril 1991

L'ADEFRO encourage GENICA et MIUTA

MIUTA* est médecin de réanimation au centre hospitalier de GALATI, ville de 400.000 habitants située entre Bucarest et la Mer Noire. Le service dont elle est responsable compte environ 40 lits de grands malades. Son salaire est de 6.000 leis. En Roumanie, tout soin étant sujet à paiement parallèle (le patient s'obligeant s'il veut être bien soigné, à remettre au médecin des dollars ou des biens en nature : café, alcool etc...), MIUTA touche donc ces "dessous de table". Mais comme elle a gardé, du fait de sa foi et de son engagement à l'Eglise gréco-catholique, des convictions éthiques d'honnêteté, elle souhaitait refuser ces "dessous de table"; mais ceci équivalait pour elle à perdre sa clientèle. Plutôt que d'abandonner ce métier, et après de mûres réflexions et prières, MIUTA décida, avec les paiements parallèles d'ouvrir un petit centre familial pour enfants abandonnés.

En 1989, dans le "bloc" où elle habite avec sa mère, elle recueille deux bébés dont les mères, seules ne pouvaient assumer la charge, Andréa et Christina ; puis elle sort deux garçons de trois ans d'un orphelinat pour leur donner une éducation familiale. Cette petite famille est menée par Roxana qui tient le rôle de maman, et par sa mère, "bunica"(1) apaisante et chaleureuse.

En février 1990, elle confie Anton à GENICA, son amie de CIMPINA (2), et Ionut * à Bucarest, car les logements y sont plus spacieux pour les garçons qui ne manquent pas de vivacité.

L'été 1990, MIUTA rêve d'acquérir un espace à GALATI pour mettre sur pied un petit jardin d'enfants privé. Son but est la "socialisation des enfants abandonnés, en les élevant dès le plus jeune âge en milieux familiaux".

En novembre 1990, MIUTA peut obtenir une maisonnette avec cour dans le quartier qui a été épargné par les destructions du régime précédent. Modeste mais chaleureuse, cette maison offre à la petite famille l'espace et le plain pied avec la cour, ce qui transforme la vie des petits.

En décembre 1990, les vacances de Noël permettent à MIUTA d'accueillir à la maison quatre jeunes des orphelinats qui n'ont pas la possibilité de sortir en famille. Ainsi à 8 ou à 12 ans certains enfants connaissent pour la première fois de leur vie la chaleur d'un foyer familial.

MIUTA assume tous ces frais avec le surplus de son salaire. C'est dire combien la vie quotidienne en Roumanie n'est pas chère il est vrai, mais aussi et surtout, combien sérieuse est la gestion du foyer de MIUTA, tellement désireuse de sortir les jeunes abandonnés des structures administratives trop rigides.

MIUTA est confiante de voir son initiative se développer.

* Prononcez Mioutza, Ionoutz, diminutif de Ion, Jean

(1) Bunica : la grand'mère

(2) Voir Epistole N°1

DES PROJETS D'HUMANISATION A MISLEA

Cette abbaye du XV^e siècle dont la destruction fut achevée il y a quelques années accueille donc des personnes âgées.

L'état de la tuyauterie et des sanitaires étant particulièrement vétuste, L'ADEFRO avait entrepris une aide en proposant une robinetterie neuve fabriquée en France. Lors de notre passage à Misléa le 12 février 1991, nous avons apporté un robinet approprié avec tuyau- douche. L'essai fut concluant ; le directeur, ravi, était sur le point d'accepter ce cadeau, mais... conscient que tout appareil neuf, donc clinquant est en Roumanie sujet à convoitise, il fut obligé de nous avouer que la dite pièce, même une fois posée, serait à coup sûr détournée de son but, et vendue à bon prix, certainement pas au bénéfice des personnes âgées...

Monsieur Mocanu déclina donc notre offre précisant l'urgence accrue de l'acquisition d'une camionnette.

Ce directeur a évoqué une difficulté récente supplémentaire : la baisse du prix de journée. La création par le Gouvernement roumain d'un "Institut pour Handicapés" est normalement destiné à améliorer la gestion de nombreux établissements pour handicapés. Or, depuis janvier 1991 Misléa a changé de Tutelle; le Ministère du Travail transférant la charge de cet asile à l'Institut pour Handicapés : subtile manoeuvre administrative pour abaisser le budget quotidien de l'asile...

Mesdames STANICEL et ALEXANDRESCU, animatrices de l'A.S.U.R.* de Ploiesti, qui sont nos guides à Misléa, sont conscientes de tous ces problèmes et ne savent comment y remédier. Elles voient surtout le désarroi moral et la solitude des pensionnaires de cet hospice.

Elles pensent alors mettre en place des équipes de visiteurs de malades, mais Misléa est à 30 Km de Ploiesti, et il n'y a pas de moyen de transport direct. Elles pensent surtout au bénéfice moral que les vieillards tireraient à être soignés par du personnel religieux. Etant en relation avec des religieuses prêtes à travailler à Misléa, elles vont mettre toute leur énergie et celle de leur association à convaincre la direction et surtout le personnel à accepter le concours d'aides soignantes religieuses. Mais ce projet n'est pas facile à réaliser ; en effet des habitudes de laisser-aller étant profondément ancrées parmi le personnel, des jalousies sont susceptibles de naître et peuvent conduire jusqu'au rejet de la personne consciencieuse; cela s'est déjà produit dans un autre établissement sanitaire roumain.

Beaucoup de tact, de patience et d'amour viendront sûrement à bout de toutes ces difficultés.

L'ADEFRO souhaite poursuivre le cheminement de l'ASUR de Ploiesti dans ces projets.

Nous sommes à l'affût de toutes idées ou moyens permettant de réaliser ce soutien matériel et spirituel de Misléa.

* Association de la Solidarité humaine de Roumanie.

La destructuration de la société roumaine

La plupart des observateurs en conviennent : la société roumaine ne fonctionne pas correctement ; le malheur humain est considérable. Le désarroi va grandissant. Cela se traduit par des faits : beaucoup de personnes veulent quitter le pays pour s'épanouir ailleurs ou, tout simplement, pour faire fortune (leur en ferait-on le reproche, nous qui -comparativement- disposons de tout le confort matériel ?) ; jeunes et moins jeunes s'impatientent devant les atermoiements d'une administration qui n'a pas changé d'habitudes ; les créateurs d'entreprises se sentent bien isolés et sont prêts à renoncer dans la voie d'une privatisation aux contours flous et aux débouchés incertains. L'égoïsme, le chacun pour soi, la débrouillardise, voire la corruption s'amplifient. Mais, surtout, un sentiment perdure : la peur ; peur de ses voisins qui, par jalousie ou par maladresse, médisent et colportent des rumeurs désobligeantes ; peur des autorités ; peur des anciens "sécuristes" (dont le nombre est exagéré) qui ont disparu ou qui se sont reconvertis (dans les deux cas sans avoir donné d'explications) ; peur de manquer de ravitaillement, d'essence, d'eau ou de chaleur ; peur de perdre son emploi, surtout quand on est employé dans une entreprise d'Etat. En bref peur du lendemain.

La population semble privée de projets et n'est préoccupée que de sa survie quotidienne, d'autant plus difficile que l'inévitable réajustement brise les espérances d'une aube meilleure : les prix et les revenus, autrefois définis dans un contexte d'autarcie, étaient tellement déconnectés du marché mondial que leur remise à niveau -entamée avec courage par le gouvernement- s'accompagnera d'une terrible mutation.

Or plus les mois passent, plus l'inquiétude grandit. Cette situation rend l'évolution du pays très incertaine et provoque une réaction d'attentisme de la part des investisseurs. Il faut absolument y remédier pour réinsérer vraiment la Roumanie dans l'Europe.

La première chose à faire est, donc, d'essayer de comprendre et de départager les facteurs conjoncturels des tendances lourdes de l'évolution de la société roumaine.

Les causes de cette destructuration sont nombreuses ; toutes ne sont pas imputables à "l'ancien régime" : certaines sont plus profondes et trouvent leur racine dans la structure même du pays, son peuplement et, surtout, son histoire.

1 - Les causes profondes

a) l'hétérogénéité des populations

Il convient de rappeler, que comme beaucoup de pays d'Europe Centrale, la Roumanie est une juxtaposition de peuples et de cultures. Le peuple dace a été soumis aux influences romaines et slaves et a subi les grandes invasions. De fortes minorités, parlant leur langue propre et conservant des traditions originales, perdurent. Tout d'abord, les Hongrois, qui résident principalement en Transylvanie.

Ceux-ci sont souvent catholiques roumains, parfois évangélistes, alors que les Roumains sont majoritairement orthodoxes.

COMPOSITION DE LA POPULATION ROUMAINE

	(Chiffres de 1966)	1966	1977
Roumains	16 150 000	85	87,1
Hongrois	1 653 700	8,7	7,7
Allemands	395 774	2,1	1,5
Ukrainiens	68 252	0,4	0,2
Tziganes	66 882	0,3	-
Russés	45 029	0,2	-
"races diverses"	179 527	3,4	1,5
TOTAL	19 000 000	100	100

Les populations de langue et culture germanique sont extrêmement influentes dans les cités de Brasov (Kronstadt), Bistrita, Sighisoara (Schoesburg) et Sibiu (Hermanstadt), qu'elles ont colonisées aux XIII-XIV siècles.

La population tzigane (Rom) focalise l'attention dans la mesure où ses membres occupent des situations extrêmes (allant de la misère absolue à l'opulence tapageuse) et se complaisent dans des pratiques douteuses (mendicité, trafics, marché noir) : son influence est malgré tout exagérée, comme en témoignent les affirmations portées sur elle.

Les Juifs -qui étaient fort nombreux à la fin du XIX^e siècle- ne sont plus que 15 000 environ. Un premier courant migratoire vers l'Europe du Nord et, surtout, vers les Etats-Unis a été enregistré dès le début du XX^e : le mouvement s'est accéléré par suite de l'insécurité engendrée par la montée du fascisme en Europe Centrale. Dès 1934, et jusqu'à la deuxième

guerre mondiale, sous l'influence de la Garde de Fer, des pogroms ont lieu dans les villes. A partir de 1941, l'armée roumaine prend part au génocide nazi dans la Bessarabie récupérée ainsi que dans les régions russes occupées. Les juifs de Transylvanie sont déportés en masse dès le rattachement de cette province à la Hongrie.

Les survivants continueront de s'expatrier après l'établissement de la République Populaire, mais cette fois vers Israël et en payant un lourd tribut (qui alimente les caisses de l'Etat).

Le sort réservé aux minorités dans la période trouble de la deuxième guerre mondiale contribuera à l'effondrement des valeurs morales du pays et à la dégénérescence de la monarchie (Carol II n'a pas suivi l'exemple des rois du Danemark ou de Norvège).

Aux différences ethniques s'ajoutent les clivages religieux, qui sont très forts : si la majorité de la population est de rite orthodoxe, les catholiques et les protestants sont nombreux. L'Eglise uniate (greco catholique de rite byzantin mais unie au Pape) constitue une pomme de discorde, et leurs fidèles sont rejetés de part et d'autre. Tout comme en URSS (en 1946), l'Eglise uniate roumaine a été supprimée et intégrée de force dans l'Eglise orthodoxe : les prêtres et religieux "réfractaires" ont été internés, torturés ou assassinés, les églises ont été d'office confiées aux popes de rite orthodoxe, obligeant les fidèles à célébrer les offices dans la clandestinité. Une guerre de religion larvée se produit aujourd'hui avec la requête de réaffectation des édifices uniates (églises, écoles et presbytères) nationalisés ou donnés aux orthodoxes.

L'Etat roumain peut restituer certains bâtiments mais ne se croit pas en devoir d'obliger les popes à rendre les édifices qui leur ont été alloués en 1948. De quoi alimenter maintes querelles jusque dans les moindres petites villes.

b) le morcellement géographique

La Roumanie est faite de contrastes et ses paysages sont fortement différenciés ; ils se répartissent en trois tiers : montagnes, plateaux et plaines. Si le Centre du pays est occupé par un vaste plateau (la Transylvanie), les montagnes des Carpathes forment tout autour de ce plateau un arc de cercle de 1000 Kms qui l'isole des régions avoisinantes : pour passer du plateau aux plaines, des gorges très profondes doivent être traversées (comme, par exemple, celles de Bicaz, ou de la vallée de la Dimbovita ou celle de l'Olt) ; le trajet le plus rapide de Bucarest à Suceava, la grande capitale du Nord, contournera tout ce massif montagneux au lieu de le traverser. Certaines régions sont totalement enclavées comme le pays de Oas (enserré entre l'URSS et la Hongrie, dans une zone peuplée de Ruthènes) ou la vallée de l'Iza dans le Maramures (merveilleusement sauvegardée).

Costumes, habitat, équipement domestique sont totalement différents du Nord au Sud (il suffit pour s'en convaincre de visiter le magnifique "musée du village" à Bucarest, et de flâner dans les musées provinciaux comme celui de Negresti Das ou du château de Bran).

Tandis que les régions centrales, montagneuses et septentrionales ont un climat frais et humide, les grandes plaines méridionales le long du Danube sont étouffantes une bonne partie de l'année. Grand comme la moitié de la France, le territoire roumain est encore plus divers que l'Hexagone.

c) une nation à peine achevée

Comme on l'a rappelé (voir chronologie dans le 1^{er} tome d'EPISTOLE), les frontières et les structures politiques et administratives de la Roumanie ont été constamment modifiées à travers les siècles. Le pays a, formellement, un peu plus d'un siècle, quand le 11 novembre 1861, Alexandre CUZA établissait la capitale à Bucarest et donnait aux Principautés Unies de Moldavie et Valachie le nom de Roumanie.

Les frontières ont notablement bougé en ce XX^e siècle. Des populations se réclament de la "roumanité" en URSS (Bucovine du Nord, fondée dans l'Ukraine, et République soviétique de Moldavie) et en Bulgarie (Quadrilatère). Inversement, des populations parlant hongrois (en Transylvanie) ou (dans le Banat) regardent vers l'étranger. De profonds clivages traversent la société roumaine qui n'a pas bénéficié de mécanismes unificateurs (comme la Monarchie capétienne ou l'Empire napoléonien) et n'a pas connu de régime juridique homogène : les influences latines, slaves, germaniques et turques se sont tour à tour fait sentir. Le joug ottoman a été particulièrement traumatisant (il s'est apesanti du XV^e au XIX^e siècle sur la plupart du pays) engendrant ces habitudes "byzantines" si caractéristiques (servilité, prébendes, bakchiches...). L'influence russe a perduré près d'un siècle, si l'on considère que le marxisme soviétique est...russe. En toute hypothèse, près de la moitié des frontières de la Roumanie longent le territoire du "Grand Frère", avec lequel maintes complicités existent, ainsi que beaucoup de revendications (comme celles de l'irréductibilité).

Ces facteurs structurels, qui plongent leurs racines dans l'histoire et la géographie du pays, n'expliquent pas complètement les tensions ni les déchirures de la société roumaine. Ces dernières sont accélérées par le développement économique.

2) Les facteurs liés au développement économique

a) le processus d'industrialisation

La force de l'économie roumaine réside -de tous temps- dans son agriculture. Le pays a été considéré comme le grenier de l'Europe Centrale et les envahisseurs successifs recherchaient avec avidité ses récoltes de céréales ou ses troupeaux d'ovins ainsi que de porcs. Les conditions climatiques et la nature des sols ont beaucoup contribué à ces richesses.

L'économie roumaine ne saurait demeurer rurale et minière, les ressources agricoles méritent d'être produites

† en plus grandes quantités, afin de dégager une marge pour l'accumulation du capital (pour les dépenses en matière de voies de communication, enseignement, santé)

† selon des critères de plus en plus exigeants (ceux du marché mondial)

† en dépit des aléas classiques (sécheresse, inondations, épizooties).

De même, les matériaux et minerais, extraits du sous-sol roumain, doivent être valorisés sur place pour engendrer des activités multiples. Ce fut le cas pour les métaux non ferreux et pour la pétrochimie.

Mais, inévitablement, ce processus s'accompagne de déchirement sociaux : les paysans sont transformés, plus ou moins rapidement, en ouvriers ; en raison d'une formation souvent insuffisante, ils n'ont pas de perspectives d'avancement. Les rythmes agricoles sont brisés : les travailleurs d'usine ne maîtrisent plus la totalité du cycle productif et sont soumis à des cadences et à la surveillance d'agent de maîtrise ainsi que de bureaucrates. Il s'ensuit une perte d'intérêt, des maladies, du turn over ; l'absentéisme sévit de manière chronique dans les usines roumaines, ce qui entraîne des sureffectifs structurels.

L'insatisfaction des travailleurs est d'autant plus grande que la rémunération demeure modeste et que la qualité de vie se dégrade.

La cellule familiale élargie qui prévaut à la campagne, permettant une intégration des personnes âgées, se trouve réduite à la ville du fait de l'exiguïté des locaux et de la parcellisation de l'existence (allongement du temps de transport).

b) l'accélération de l'urbanisation

L'industrialisation s'est faite depuis des décennies dans et autour des agglomérations urbaines. L'accélération du processus, depuis un siècle, engendre des déplacements de population : de villageois, les Roumains sont devenus, par la force des choses et souvent depuis peu, des citoyens. Nombreux sont les cadres du pays dont les parents étaient et sont encore des paysans, vivant dans des conditions parfois frustes mais dans des habitations coquettes et au sein d'un environnement bénéfique (les paysages sont encore sauvegardés dans la plupart des campagnes). Ce passage de la campagne à la ville s'accompagne de rupture des modes et des rythmes ancestraux : la structure familiale est profondément modifiée (cassure des générations, problèmes de gardiennage des enfants, allongement des temps de trajet...). Les conséquences dommageables de ces transformations sont amplifiées par la crise politique.

c) la difficile mutation du système politique roumain

Il convient de rappeler que la démocratie parlementaire (à la française) n'a jamais fonctionné en Roumanie. L'histoire du pays est faite d'une succession de conflits territoriaux et de luttes de clans pour l'exercice d'un pouvoir sans partage.

Le système représentatif a eu le plus grand mal à s'établir dans des contrées où les mécanismes féodaux sont restés puissants.

Par ailleurs, le principe monarchique introduit il y a un siècle, s'est installé avec une famille royale importée (Hohenzollern-Sigmaringen) avec la bénédiction des Cours européennes (d'Angleterre, de Russie et de Prusse). La plupart des citoyens roumains ne connaissent pas et n'apprécient point leurs dirigeants politiques. Il s'ensuit un dégoût de la "chose publique" et parfois, des réactions violentes de la "rue" (les jacqueries ont eu lieu en Roumanie jusqu'au début du siècle). Loin d'inventer un système politique propre, la Roumanie est souvent le jouet d'influences extérieures (nationalisme dans la période de 1930-1944 ; communisme à partir de 1944).

3 - Les facteurs aggravants

Les mutations provoquées par la politique de Nicolae Ceaucescu ont, dans ce contexte délicat, agi comme facteurs aggravants. Mais la situation de la société était déjà profondément bouleversée.

a) l'autarcie industrielle

Refusant la division internationale du travail tant au niveau du Conseil d'Assistance Economique Mutuelle (CAEM), c'est à dire dans le cadre de l'aire de développement économique de l'Union soviétique, qu'à celui du marché mondial, le régime de

Ceausescu a conduit une industrialisation forcenée dans tous les domaines : le but est d'échapper à la dépendance des autres nations et de valoriser l'ensemble du potentiel productif local.

Le maître-mot était l'auto-suffisance et la couverture des besoins essentiels de la population roumaine par des produits "made in Romania" (ce qui limite l'importation et sauvegarde les devises étrangères destinées au financement des Grands Travaux et à l'achat de matériel sophistiqué pour la surveillance de la population).

Cela a conduit à accélérer le processus d'industrialisation au-delà du raisonnable.

Au lieu de renforcer les bases industrielles en s'inscrivant dans une spécialisation internationale, la Roumanie a accumulé les usines de production de toute nature mais sans critère de rentabilité. Dans les domaines traditionnels (pétrochimie, mécanique, industrie du bois) la fuite en avant aboutissait à un suréquipement d'autant plus désastreux que les produits roumains étaient souvent plus chers et de moins bonne qualité que leurs équivalents originaires des pays nouvellement industrialisés, voire des Pays sous-développés. Pour écouler sa production médiocre la Roumanie devait se tourner vers les pays du Sud ou se contenter d'acheteurs à risque (comme l'Iraq, qui doit aujourd'hui plusieurs milliards de US \$ à la Roumanie).

Cette sur-industrialisation s'est accompagnée de graves dommages à l'environnement (heureusement circonscrits en périphérie urbaine) et signifie un sureffectif des personnels. Ces derniers sont aujourd'hui menacés de chômage.

b) la politique de systématisation

La République socialiste n'a eu de cesse de remodeler le paysage administratif et foncier pour y introduire sa logique et gagner en productivité. Les réformes se sont succédées : ainsi, celle de 1968 (Loi de répartition administrative du territoire) a fondé une structure (comuna et judet) entraînant la disparition de 16 régions et de 10 districts.

Dans le même temps, les regroupements de collectivités territoriales ont été accélérés, le nombre des villes a été augmenté

128 en 1912 (sur le territoire actuel)
152 en 1948
237 en 1988
265 en 1989.

La création de 558 centres agro-industriels devait faire passer à 800 le nombre des agglomérations du pays à la fin du siècle. Les populations étaient ainsi entassées et...contrôlées.

L'aboutissement du processus était fixé par la politique de systématisation rurale visant à supprimer les hameaux et villages (au motif d'une meilleure exploitation des ressources et du matériel et afin de "gagner" des terres cultivables). Cette politique a été conçue dès 1960 (institution du Comité d'Etat pour la Construction, l'Architecture et la Systématisation), promulguée en 1964 et confirmée à l'arrivée de N. Ceausescu à la tête du Secrétariat du CC du PCR : création de la "Commission Centrale pour la systématisation des villages" (novembre 1965). L'accélération au processus de systématisation est donnée à la Conférence nationale des Présidents des Conseils Populaires, le 7 mars 1988, à l'occasion de laquelle N. Ceausescu déclare : "nous devons réduire radicalement le nombre des villages d'environ 13000 à 5 à 6000 au plus". Le programme de systématisation, qui affecte à nouveau les villes, devait être achevé en l'an 2000. Il a, naturellement, malmené la plupart des familles roumaines, entraînant de graves dégâts à la culture même du pays. Des centaines de maisons paysannes ont été rasées avec brutalité ; des centaines d'immeubles ou de villas ont été abattues dans le centre de Bucarest ou celui des grandes cités. A la place se sont édifiés des immeubles sans grâce et peu confortables (absence de finitions, mauvais entretien, insalubrité des cours...). Dépressions et suicides, ont été fort nombreux. La misère psychologique a envahi les villes, autrefois si charmantes.

c) l'hypocrisie du jeu institutionnel

Tout a été écrit ou dit sur la fiction démocratique des régimes totalitaires d'Europe Centrale et Orientale qui se sont écoulés en 1989 ; les méfaits de ces régimes sont catastrophiques tant au niveau collectif qu'au plan individuel. Ils ont engendré :

- la dépolitisation des citoyens qui ne croient plus dans les vertus des systèmes politiques lesquels n'assument absolument pas leurs préoccupations ; les élections ont été truquées et les élus proviennent tous de la même caste (nomenklatura). Lassitude et apathie s'ensuivent.

- la fin de la vie associative

Plus la collectivisation de la société progressait, plus l'Etat s'étendait, moins la participation des gens à la vie de la cité étaient active et convaincue. La générosité et la solidarité ont été supplantées par les mécanismes d'assistance anonyme. La collectivité prenait en charge des situations et pratiquait systématiquement l'exclusion (mise à l'écart des "associés", des hooligans, des déviants, des irréductibles ; internement des "non récupérables" ; enfermement des aliénés ; isolement des orphelins ; éloignement des handicapés..)

- la réduction de l'espace privé

La ferme a été remplacée par l'immeuble dans maintes régions de plaine ; le petit pavillon a été détruit au profit du bloc (leur numérotation est raffinée) ; le contrôle social est, de ce fait, plus facile. L'intimité se réduit d'autant plus que l'espace est exigü et que la méfiance s'instaure dans les rapports humains (peur de la délation, peur des écoutes, peur de paraître plus riche..). La marge de liberté individuelle s'est trouvée réduite à telle enseigne que l'être humain souffrait d'un dédoublement de personnalité (voir les analyses de DIMOV dans "les hommes doubles").

B.S.

(à suivre)

QUI ANIME L'ASSOCIATION ?

C'est à la demande réitérée de plusieurs sympathisants de l'ADEFRO que nous vous communiquons ci-dessous un portrait rapide de quelques-uns des animateurs de l'association...

Monique STOVEN

Particulièrement intéressée par les relations inter-personnelles, elle a fondé l'association et en assume la présidence.

Née en 1944 à La Ferté St Aubin, après ses études secondaires, elle part neuf mois en Grande Bretagne puis fait des études d'Assistante de Direction à l'Ecole de la Rue Soufflot. Elle travaille dans un service de Documentation de l'Institut Curie, assure tour à tour le secrétariat d'un Directeur de PME et d'un Président de syndicat professionnel. Au Liban, elle travaille à la Crèche St-Vincent de Paul (qui recueille des enfants abandonnés en vue de l'adoption). Après la naissance de son deuxième enfant, elle devient bibliothécaire-documentaliste dans le secteur éducatif, puis à l'Association Psychanalytique de France.

Elle attache une grande importance à l'éducation et à la psychologie humaine, aime occuper son temps libre avec des activités sportives ou culturelles.

Aussi, lors de ses voyages en Roumanie, elle prend conscience du travail de reconstruction sociale et familiale qui doit être mené dans ce pays.

Geneviève GUITTON

Son arrivée au monde en 1942 réjouit sa famille déjà constituée de cinq garçons. A Dijon, puis à Paris, elle oriente ses études vers le secrétariat, les soins aux malades et le service social.

Sa carrière d'assistante sociale est constituée notamment de deux fois neuf ans passées au Comité d'études et de soins aux arriérés profonds, auprès de familles ayant un enfant gravement handicapé, et à la Fondation Salve auprès de familles transplantée .

Une oreille sensible à la grande musique l'attire vers le chant. Choriste amateur, elle participe à l'exécution des oeuvres du répertoire classique pour chœur et orchestre, et y trouve beaucoup de joie.

Attirée par les hauts sommets en France, au Népal comme en Turquie, elle remplit ses temps libres d'alpinisme, de canyoning, de cyclisme, et de jardinage. Ceci et les voyages-éclairés effectués seule en Afrique noire, à New-York ou au Danemark lui donnent un certain goût de l'aventure et du risque.

C'est pourquoi elle se trouve d'emblée à l'aise en Roumanie lors de sa première expédition en Juin et Juillet 1990. Elle noue de nombreuses relations à Satu Mare, Cluj et Bucarest, notamment dans les milieux gréco-catholiques.

Ayant une préférence pour les relations amicales vraies et durables, elle souhaite participer en Roumanie à une action sociale plus approfondie dans le temps.

Bernard STOVEN

Il est fonctionnaire au Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget

Né en 1945 à Saint-Omer, il intègre Sciences Po à Paris, puis entre dans l'Administration à 21 ans, et poursuit ses études universitaires à la Sorbonne, en sociologie et en philosophie. Après un séjour d'un an et demi au Liban, comme coopérant, il est admis à l'Ecole Nationale d'Administration. Il repart pour l'Iran avant de venir travailler à la Préfecture du Cher.

Affecté en 1976 à la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, il y travaille pour la construction européenne et le développement des échanges. Désireux de mettre l'administration au service des entreprises il multiplie les contacts avec les industriels et voyage beaucoup.

En 1981, il rejoint l'équipe du Cabinet du Ministre du Commerce Extérieur Michel JOBERT.

Depuis 1983, il anime le Comité Français pour la simplification des procédures du commerce international (SIMPROFRANCE). Cet organisme étudie et promeut de nouvelles méthodes de travail dans la gestion des transactions commerciales afin d'en réduire les coûts et les délais. C'est à ce titre, qu'il rencontre ses homologues du monde entier et qu'il va souvent en Roumanie : il y entretient des relations privilégiées avec le Ministère du commerce extérieur, la Commission Nationale de l'Informatique et les Centres de Calcul territoriaux.

Auteur de plusieurs ouvrages sur le commerce international, il s'intéresse tout particulièrement à l'évolution sociale et économique des pays d'Europe Centrale et Orientale.

LES GRANDS PRINCIPES DE L'ADEFRO

Pour répondre à ses engagements de favoriser "la restauration de la place de la Roumanie en France comme en Europe", l'ADEFRO se doit de concourir au relèvement moral et spirituel de ce pays. Ceci implique :

-l'aspiration à la réalisation du travail bien fait, et, donc de la restauration d'une véritable conscience professionnelle.

- le désir d'association c'est à dire d'unir les forces individuelles pour une meilleure efficacité.

-l'attachement des personnes aux valeurs humaines, spirituelles et religieuses qui constituent le fondement de la civilisation roumaine comme de la civilisation française, toutes deux plus que millénaires.

L'ADEFRO se propose donc de favoriser les échanges entre français et roumains convaincus de ces valeurs. Si, dans le déroulement de ses activités, l'ADEFRO avait connaissance d'influences contraires à ces principes, elle se ferait un devoir d'abandonner le soutien de l'activité en cours.

L'ADEFRO est ouverte à mettre en relation des groupes ou individus français qui souhaitent connaître des groupes roumains dans la ligne de ces principes.

UNE ASSOCIATION INDEPENDANTE

L'association ADEFRO a été constituée par des personnes de bonne volonté, agissant à titre personnel et sans arrière-pensée lucrative ou idéologique. Elles partagent, en commun, un intérêt pour les contacts interpersonnels, les relations internationales et l'enrichissement réciproque des cultures. Soucieuses de dynamiser la francophonie et de contrebalancer l'influence anglo-saxonne, imprégnée de consumérisme et de volonté de domination, elles militent pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, héritage des Lumières et reprise par les Nations-Unies.

Les fondateurs de l'ADEFRO ont des contacts fréquents avec la Roumanie et s'y rendent régulièrement. Ils sont désireux d'apprendre au contact des Roumains, et de faire bénéficier la France des richesses -méconnues- de la civilisation roumaine dans tous les domaines. Ils veulent apporter aux Roumains des instruments méthodologiques et professionnels pour une reconquête de leur identité, une insertion dans les courants commerciaux mondiaux et une réconciliation du peuple avec son passé (c'est-à-dire en l'expliquant et en l'assumant).

L'association n'a pas éprouvé le besoin de réclamer un patronage ou de se référer à un grand nom du monde politique, scientifique, économique ou littéraire. Elle est, comme l'indique ses statuts, "indépendante". Chacun peut donc la rejoindre sans appréhension pour travailler en équipe par dessus les frontières. L'ADEFRO a aussi conscience de ses limites : elle préfère entreprendre peu mais réussir quelques actions ponctuelles qui revêteront alors un caractère d'exemplarité ; par ailleurs elle n'hésite pas à renvoyer sur d'autres associations plus spécialisées ou mieux équipées quand elle n'est pas capable de mener à bien un projet.

B.S.

COMMENT REJOINDRE L'ADEFRO

Toute personne intéressée, en devenant membre apportera une pierre à l'édification de l'ADEFRO.

MEMBRE CORRESPONDANT 100 FRF

MEMBRE ACTIF 200 FRF

Merci d'adresser vos colisations au siège de

L' A D E F R O

20, rue Charles Baudelaire
75012 - PARIS

(découper suivant le pointillé)

NOM :

Prénoms :

adresse :

code postal :

ville :

tél domicile

tél. travail

Conditions d'adhésion

est intéressé par

correspondant

membre actif

les problèmes sociaux
les questions d'éducation
les aspects culturels
les rappels historiques
l'évolution des mentalités